

Cote du document: TFWG 2018/2/W.P.4
Point de l'ordre du jour: 5
Date: 8 juin 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Résultats complémentaires de l'analyse relative au cofinancement du FIDA et éléments principaux de la stratégie de cofinancement

Note aux membres du Groupe de travail sur le cadre de transition
Par souci de commodité, on a souligné les éléments du texte ajoutés à la version présentée à la première réunion du Groupe de travail

Responsables:

Questions techniques:

Lisandro Martin
Directeur par intérim de la Division des politiques
et des résultats opérationnels
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Ruth Farrant
Directrice de la
Division des services de gestion financière
téléphone: +39 06 5459 2281
courriel: r.farrant@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Groupe de travail sur le cadre de transition - Deuxième réunion
Rome, 28 juin 2018

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé	iv
A. Messages clés	iv
B. Étapes suivantes	v
Contexte	1
I. Tendances historiques ressortant des données du FIDA relatives au cofinancement	1
A. Cofinancement par cycle de reconstitution	1
B. Différences régionales en matière de cofinancement	2
C. Tendances régionales en matière de cofinancement	3
D. Types de cofinanciers dans les projets du FIDA	5
II. Analyse des moteurs du cofinancement: méthode et résultats	6
A. Méthodologie	6
B. Sélection des variables d'intérêt et des résultats clés	7
C. Variables liées aux pays	7
III. Facteurs liés aux projets	9
A. Facteurs liés au FIDA	9
IV. Corrélation entre le cofinancement et les caractéristiques des pays, représentée par la performance du secteur rural et l'indice de vulnérabilité du FIDA	11
A. Performance du secteur rural	11
B. Indice de vulnérabilité du FIDA	13
V. Cofinancement en nature	14
VI. Cofinancement fourni par le secteur privé (section étoffée)	15
A. Définitions	15
B. Collaboration du FIDA avec le secteur privé	16
VII. Principaux éléments qu'abordera la stratégie de cofinancement	20
A. Justification et contexte	20
B. Enseignements tirés de l'expérience	20
C. Principes et éléments principaux	22
D. Plan d'action	25
E. Suivi	26

Appendices

- I. Data sample (Échantillon de données)
- II. Project sectors (Secteurs attirant les projets)

Sigles et acronymes

APR	Asie et Pacifique
BAfD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BMD	Banque multilatérale de développement
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CPP	Chargé de programme de pays
ESA	Afrique orientale et australe
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
Fonds fiduciaire espagnol	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire
GRIPS	Système de projets d'investissement et de dons
IVF	Indice de vulnérabilité spécifique au FIDA
LAC	Amérique latine et Caraïbes
MPD	Mobilisation privée directe
MPI	Mobilisation privée indirecte
NEN	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
ND	Non disponible
NS	Non significatif
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
PIB	Produit intérieur brut
PFR	Pays à faible revenu
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
PSR	Performance du secteur rural
RNB	Revenu national brut
WCA	Afrique de l'Ouest et du Centre

Recommandation

1. Le Groupe de travail sur le cadre de transition est invité à prendre note des informations complémentaires figurant à la section VI du présent document.
2. Par ailleurs, le Groupe de travail est invité à analyser et entériner la liste des principaux éléments qu'abordera la stratégie de cofinancement, telle qu'elle figure à la section VII et qu'elle est résumée ci-après. La direction propose que la stratégie:
 - s'appuie sur les enseignements tirés de l'expérience du FIDA et d'autres banques multilatérales de développement (BMD) et également qu'elle soit éclairée par les évaluations relatives au cofinancement conduites par le FIDA et d'autres BMD;
 - exploite les résultats de l'analyse quantitative, du retour d'information qualitatif des groupes thématiques, d'une enquête interne et d'entretiens avec du personnel opérationnel à Rome et sur le terrain;
 - mette l'accent sur les différentes sources de cofinancement ayant pour moteurs différents facteurs, comme le montrent les analyses, tant quantitative que qualitative. Ces facteurs sont notamment: la situation du pays, les priorités gouvernementales, l'alignement sur les processus et les procédures des donateurs et des partenaires, les complémentarités spécifiques au FIDA et les synergies avec d'autres donateurs, le montant du financement du FIDA, et l'investissement dans les relations avec les partenaires clés;
 - évalue diverses modalités de cofinancement et formule des recommandations quant à celles qui conviendraient le mieux au FIDA;
 - recommande des dispositions en vue d'améliorer la mesure des cofinancements en nature et du secteur privé;
 - prenne en considération les facteurs nationaux et les différences régionales lorsqu'il s'agira d'orienter les cibles dans la séquence du cofinancement institutionnel jusqu'au niveau régional et, par le biais des Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP), au niveau du pays;
 - prenne en compte le cofinancement comme moyen, non seulement d'apporter des fonds additionnels mais aussi, point important, de mobiliser les savoirs et les compétences complémentaires des partenaires;
 - détermine les modifications qui pourraient devoir être introduites dans les processus du FIDA pour la mise en œuvre réussie de la stratégie;
 - mette l'accent sur l'exécution et inclut un plan d'action définissant clairement les rôles et les responsabilités au sein du FIDA à l'appui de la stratégie, ainsi que des plans pour le suivi des résultats.

Résumé

A. Messages clés

1. Le cofinancement global du FIDA a été caractérisé, au cours des 20 années de la période allant de 1995 à 2014, par une tendance à la baisse par rapport à la période de la Huitième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA8). Le ratio de cofinancement le plus élevé a été atteint durant FIDA8, tandis que FIDA10 apparaît comme le cycle de reconstitution des ressources le plus problématique à ce jour. Le contexte du développement international entre 2010 et 2012, associé à la crise alimentaire, peut expliquer le taux de cofinancement exceptionnel constaté durant FIDA8. Les contributions du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol) ont également été une source de cofinancement notable durant FIDA8 (voir section I.A).
2. On constate des différences considérables dans les niveaux de cofinancement entre les régions et au sein de chaque région, et seuls quelques pays clés jouent un rôle moteur dans le ratio de cofinancement (voir section I.B).
3. Une analyse quantitative a été réalisée afin de déterminer les moteurs du cofinancement national et international du FIDA. Les résultats de l'analyse contribueront à dégager les éléments nécessaires à l'élaboration de la stratégie et du plan d'action du FIDA en matière de cofinancement, conformément à l'engagement pertinent pris au titre de FIDA11¹.
4. Les résultats de l'analyse ont permis d'isoler plusieurs variables statistiquement significatives relatives aux pays, aux projets et à certaines caractéristiques spécifiques définies par le FIDA (voir section II):
 - il s'agit en particulier du niveau de revenu, de la performance institutionnelle rurale, de la fragilité et de la vulnérabilité, ainsi que de la taille de la population rurale;
 - on constate que les grands projets associés à des partenariats élargis sont essentiels en matière de mobilisation des ressources;
 - le rapport qu'entretient le FIDA avec le pays, sachant que l'on utilise comme indicateur de substitution le nombre de projets dirigés par un chargé de programme de pays (CPP) et dans le portefeuille, a également un impact important.
5. Par ailleurs, on a observé une forte corrélation entre les notes attribuées à la performance du secteur rural et à l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA (IVF) d'un pays, d'une part, et le cofinancement, d'autre part (voir section III).
6. En conséquence, les conclusions préliminaires appellent à adopter une approche différenciée aux niveaux régional et national, dans la mesure où il n'est pas possible d'appliquer les mêmes exigences à l'ensemble d'une catégorie de revenus donnée.
7. Le fait qu'il soit essentiel de reconnaître les contributions en nature apportées par les pouvoirs publics, les bénéficiaires et les partenaires d'exécution, et d'en rendre compte, n'a pas été mis en avant au FIDA. Ce type de contribution, qui peut être considérable dans certains projets, a été sous-estimé dans le passé.
8. Une note technique a été élaborée à propos du cofinancement national en nature. Cette note fournit, pour chaque étape du cycle de vie d'un projet (conception, exécution et audit), des indications précises concernant la reconnaissance systématique et la mesure des contributions en nature, ainsi que la communication

¹ Voir le document GC 41/L.3/Rev.1, Rapport de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, annexe I – FIDA11: Matrice des engagements, mesures contrôlables et calendrier.

d'informations à ce sujet. La note sera intégrée dans le plan d'action et la stratégie du FIDA en matière de cofinancement.

9. La collaboration du FIDA avec le secteur privé revêt des aspects multiples. Bien que le FIDA déploie des efforts considérables pour recueillir des données sur les contributions privées mobilisées par ses projets, il faut aussi veiller à prévenir le risque de sous-estimation et s'efforcer d'en refléter les effets catalytiques (voir section VI).
10. La direction suggère que les principaux éléments à aborder par la stratégie de cofinancement prennent appui sur les résultats quantitatifs et qualitatifs, et soient présentés à la section VII.

B. Étapes suivantes

11. S'appuyant sur les études et les analyses, y compris la note technique sur les contributions en nature, la prochaine étape consistera à parachever la stratégie et le plan d'action – préconisés au titre des engagements de FIDA¹¹ – avec notamment des contributions à l'élaboration de nouvelles procédures de conception et d'exécution.

Résultats complémentaires de l'analyse relative au cofinancement du FIDA et éléments principaux de la stratégie de cofinancement

Contexte

1. Il faut, pour relever les défis mondiaux du développement, tels qu'ils sont formulés dans les 17 Objectifs de développement durable contenus dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, réunir et optimiser à l'échelle nationale et internationale des investissements de toute nature provenant de sources multiples et associant des ressources publiques et des ressources privées.
2. L'une des principales orientations adoptées pour le modèle opérationnel de FIDA11 est que le FIDA doit devenir un catalyseur en matière de financement du développement, afin d'accroître son impact et de dépasser l'objectif ambitieux fixé pour FIDA11, à savoir un programme de prêts et dons de 3,5 milliards d'USD. Ainsi, un ratio cible de cofinancement de 1/1,4 a été fixé, en hausse par rapport au ratio cible de FIDA10, qui était de 1/1,2.
3. Pour atteindre ce ratio cible, le FIDA s'est engagé à réaliser une analyse du cofinancement et à élaborer une stratégie assortie d'un plan d'action "dans le but d'atteindre un ratio de cofinancement de 1/1,4 (international 1/0,6 et national 1/0,8), définir les différentes formes de cofinancement et les méthodes de calcul permettant d'en établir le montant, notamment en ce qui concerne les contributions en nature, et améliorer le suivi et l'information sur le cofinancement par source et par catégorie de pays, et mieux mesurer l'effet d'attraction exercé par le FIDA sur les investissements privés"².
4. Le cofinancement est examiné dans le contexte du cadre de transition du FIDA, par l'intermédiaire duquel le Fonds souhaite non seulement déterminer comment aider du mieux possible les pays à relever leurs défis de développement spécifiques, mais également déterminer ce que doit être la juste contribution des pays et la façon dont d'autres partenaires du développement doivent collaborer d'une manière cohérente.
5. Le présent document contient les résultats de l'analyse du cofinancement, complétée par des informations qualitatives recueillies dans le cadre d'une vaste consultation du personnel. Il présente, comme l'a demandé à sa première réunion le Groupe de travail sur le cadre de transition, les principaux éléments à aborder dans la stratégie de cofinancement et le plan d'action associé.

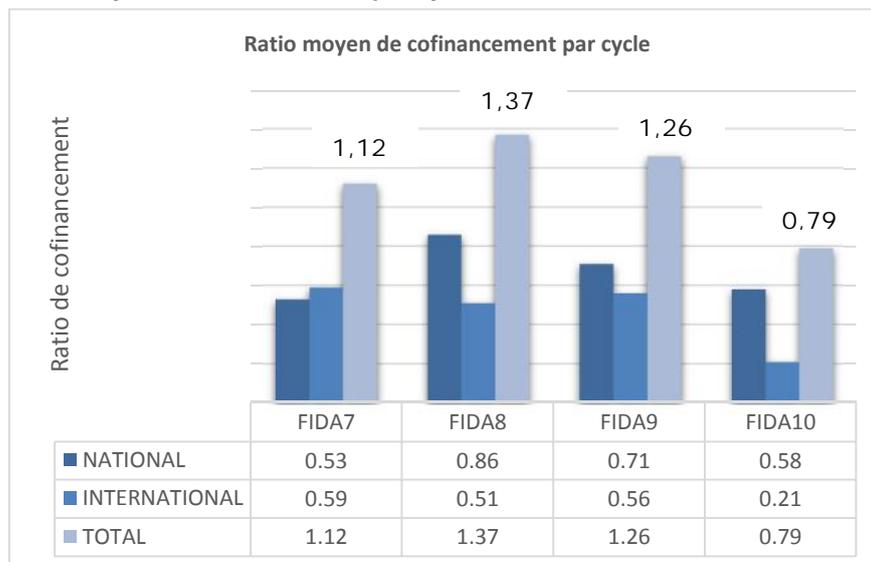
I. Tendances historiques ressortant des données du FIDA relatives au cofinancement

A. Cofinancement par cycle de reconstitution

6. La figure 1 montre l'évolution des ratios moyens de cofinancement national et international enregistrés par le FIDA lors des quatre derniers cycles de reconstitution. Le ratio de cofinancement total le plus élevé a été enregistré durant FIDA8, grâce surtout au cofinancement national. Le ratio de cofinancement international le plus élevé a été atteint lors de FIDA7. Le pic atteint durant FIDA8 peut être attribué au montant de cofinancement exceptionnel atteint dans la région Afrique orientale et australe (ESA) dans le sillage de la crise alimentaire internationale de 2010-2012. En outre, le Fonds fiduciaire espagnol, mobilisé en 2011, a fourni un cofinancement international important durant cette période.

² Voir note 1.

Figure 1
Ratio moyen de cofinancement par cycle de reconstitution



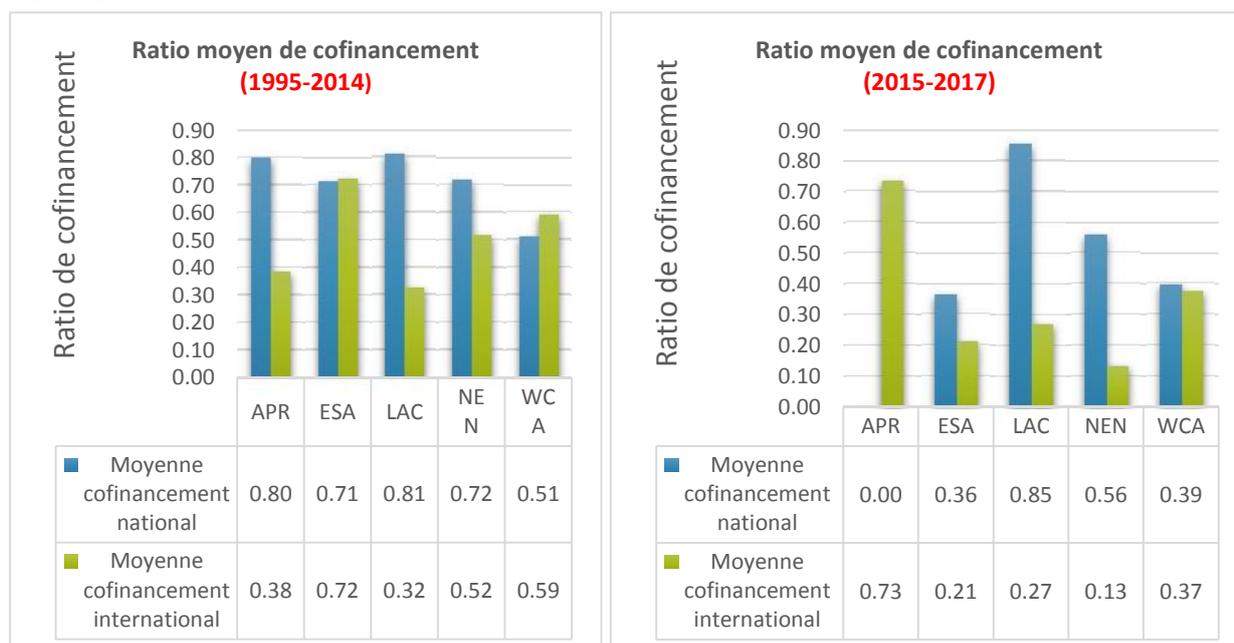
Source: Système de projets d'investissement et de dons (GRIPS), données relatives au financement des projets d'investissement au 21 mars 2018.

B. Différences régionales en matière de cofinancement

7. On trouvera dans la figure 2 ci-après une comparaison des ratios moyens de cofinancement national et international dans les cinq divisions régionales du FIDA. En moyenne, sur la période 1995-2017, les Divisions Asie et Pacifique (APR) et Amérique latine et Caraïbes (LAC) ont enregistré le ratio de cofinancement national le plus élevé. Les pays contribuant le plus au cofinancement national dans la région APR sont des pays à revenu intermédiaire, à savoir: l'Inde (1/1,54), la Chine (1/1,46), les Maldives (1/0,88), les Philippines (1/0,82) et le Bangladesh (1/0,67). Dans la région LAC, les moteurs du cofinancement national sont principalement le Brésil (1/1,88), l'Argentine (1/1,79), la République bolivarienne du Venezuela (1/0,91), l'Équateur (1/0,91) et le Paraguay (1/0,76).
8. Les ratios de cofinancement international les plus élevés entre 1995 et 2014 ont été enregistrés dans les régions ESA et Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA). Néanmoins, les trois dernières années ont été délicates pour la région ESA, qui a connu une baisse notable, tandis que la région WCA est restée stable. La région APR, en revanche, affiche une progression remarquable.
9. Les cinq principaux pays, dans la région ESA, sont l'Eswatini³ (1/3,88), l'Angola (1/1,34), Madagascar (1/1,33), la République-Unie de Tanzanie (1/0,99) et le Burundi (1/0,97). Dans la région WCA, les ratios de cofinancement international les plus élevés sont observés au Togo (1/1,51), au Ghana (1/1,13), en Gambie (1/1,06), au Niger (1/1,02) et au Mali (1/0,85). La région LAC a enregistré le ratio de cofinancement international le plus faible en moyenne sur cette période. Cela s'explique en partie par la volatilité importante des contributions des donateurs dans cette région. Un autre obstacle important à la mobilisation de ressources dans la région LAC est l'évolution des priorités nationales, qui passent du développement rural au développement urbain, compte tenu de l'urbanisation croissante.

³ À compter du 19 avril 2018, le Royaume du Swaziland a changé de nom, devenant le Royaume d'Eswatini.

Figure 2
Ratios moyens de cofinancement national et international par région pour les périodes 1995-2014 et 2015-2017

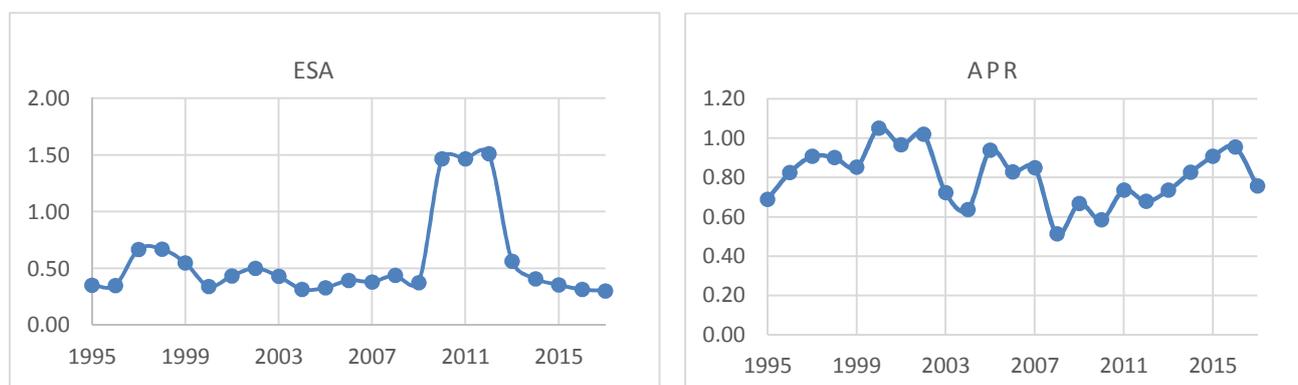


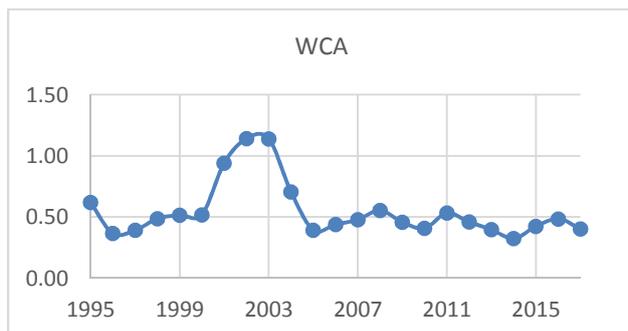
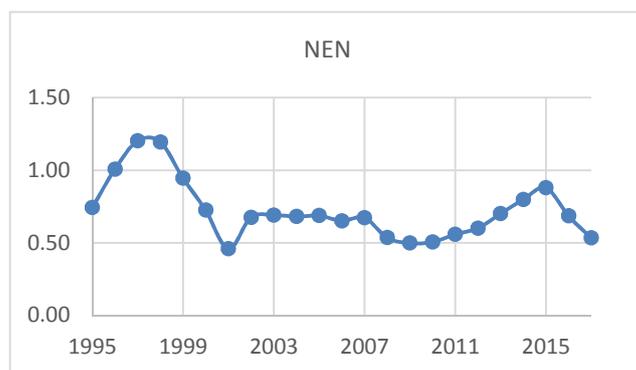
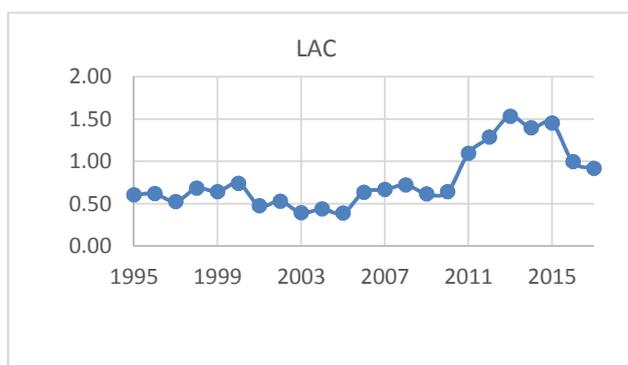
Source: GRIPS, données relatives au financement des projets d'investissement au 21 mars 2018.

C. Tendances régionales en matière de cofinancement

10. La figure 3 ci-dessous montre les tendances en matière de ratios de cofinancement national dans les cinq divisions régionales. Entre 1995 et 2017, le cofinancement national affiche une tendance à la baisse dans toutes les régions, sauf la région LAC. Le ratio moyen de cofinancement national est le plus élevé dans la région APR; néanmoins, cela masque une tendance progressive à la baisse. La région ESA affiche le ratio de cofinancement national le plus stable sur la durée, même si la valeur moyenne absolue demeure faible.
11. Comme on peut le voir dans la figure 3, la région WCA peine à mobiliser des ressources nationales importantes sur la durée. D'un côté, cette tendance peut s'expliquer par les conditions économiques particulièrement tendues des pays et les nombreuses situations de fragilité. D'un autre côté, la région peut être considérée comme celle qui est confrontée aux défis les plus importants en matière de développement, dans la mesure où la plupart des pays ont des revenus faibles et où de nombreux projets et initiatives de développement entrent en concurrence pour bénéficier des rares ressources publiques disponibles.

Figure 3
Tendances régionales des ratios de cofinancement national pour la période 1995-2017

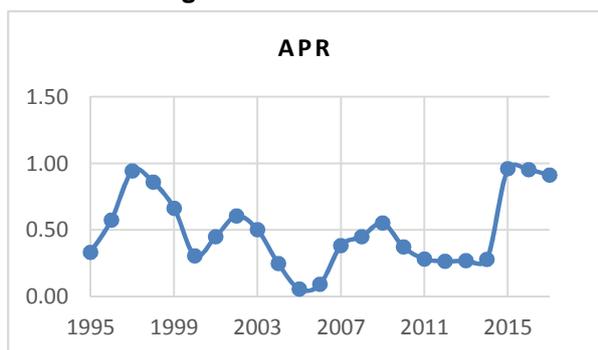




12. On peut observer au fil des années une grande variabilité en matière de cofinancement international. Cette instabilité doit être prise en compte mais elle permet aussi d'autre part, lorsque les ratios de cofinancement ont augmenté de manière significative, de tirer des enseignements des données antérieures – en termes de caractéristiques du projet, de types de donateurs et de changements institutionnels.
13. Entre 1995 et 2017, les ratios de cofinancement international ont enregistré une tendance à la baisse dans toutes les régions, sauf LAC entre 2007 et 2014 (voir figure 4). Néanmoins, c'est dans la région LAC que le niveau moyen de cofinancement international est le plus faible.

Figure 4

Tendances régionales des ratios de cofinancement international pour la période 1995-2017

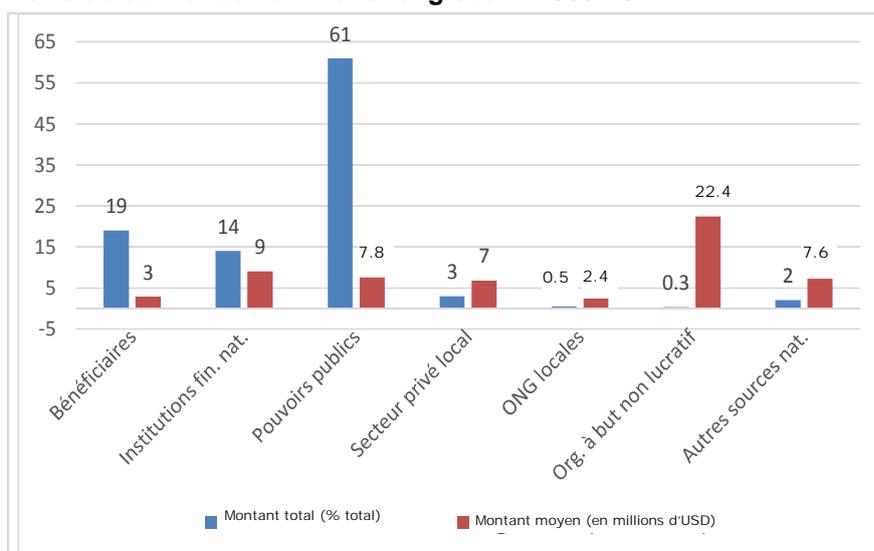




D. Types de cofinanceurs dans les projets du FIDA

14. Au cours des 20 dernières années, 94% du cofinancement national total ont été assurés par les pouvoirs publics, les bénéficiaires et les institutions financières des pays. Le ratio de cofinancement national global sur cette période de 20 ans a été de 0,72.
15. La répartition des cofinancements national et international par type de source de financement, telle qu'elle est présentée ci-dessous, permet d'élaborer une cartographie des donateurs par domaine d'intérêt clé, ce qui aide le FIDA à adopter une approche sélective plus éclairée en matière de mobilisation des ressources.

Figure 5
Ratio de cofinancement national global – 1995-2014

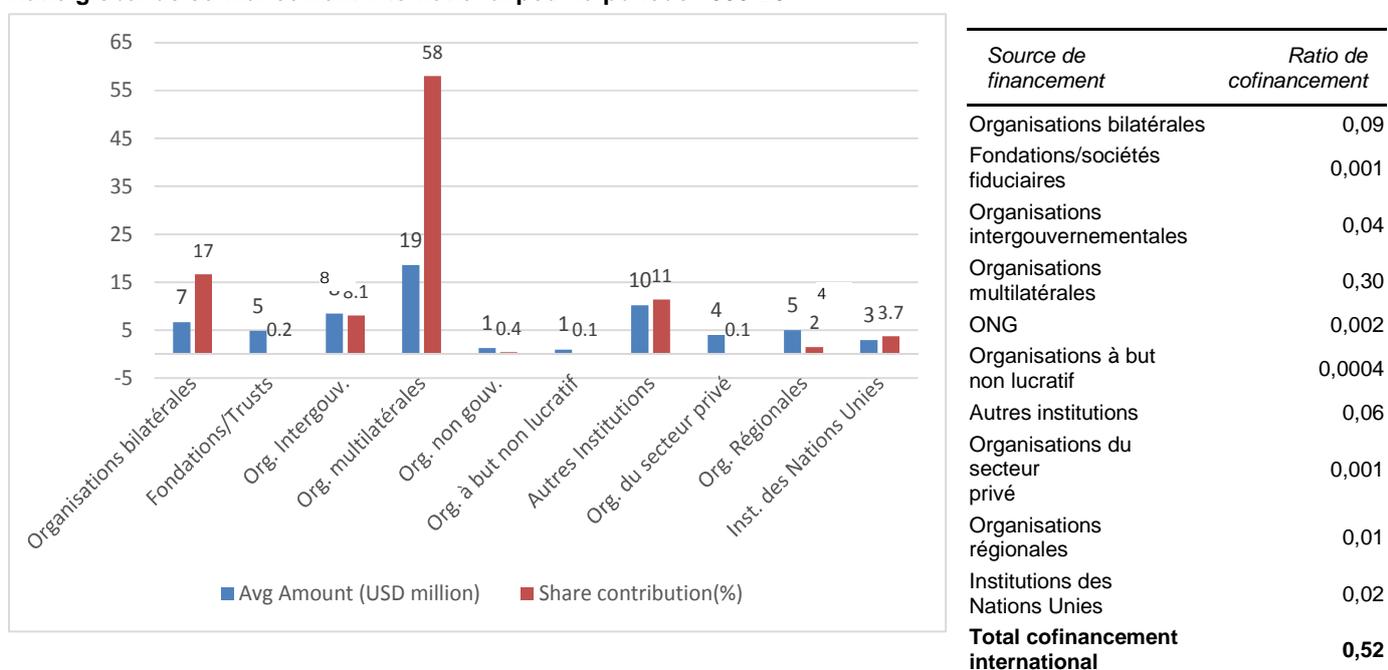


Source de financement	Ratio de cofinancement
Bénéficiaires	0,13
Institutions financières nationales	0,10
Gouvernements	0,43
Organisations du secteur privé local	0,02
ONG locales	0,004
Organisations à but non lucratif	0,002
Autres (national)	0,02
Total du cofinancement national	0,72

Source: GRIPS, données relatives au financement des projets d'investissement au 10 octobre 2017.

16. Le cofinancement international est principalement assuré par des organisations multilatérales, bilatérales et intergouvernementales qui fournissent environ 83% du total des contributions internationales.
17. Comme on pouvait s'y attendre, les organisations multilatérales ont fourni, durant la période analysée, le plus fort volume de contributions (58%). A l'échelle régionale, les principales contributions multilatérales ont été apportées par l'Association internationale de développement, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque africaine de développement et le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
18. Les donateurs bilatéraux, en particulier l'Agence française de développement, le Fonds fiduciaire espagnol et l'Agence néerlandaise de développement international (SNV), ont contribué au cofinancement à hauteur de 17%.
19. Les discussions préliminaires au sein du FIDA ont également permis de vérifier que la mobilisation de cofinancements conjoints, comme dans les cas du Fonds fiduciaire espagnol et du FEM, constitue une source de ressources plus satisfaisante et plus stable.

Figure 6

Ratio global de cofinancement international pour la période 1995-2014

II. Analyse des moteurs du cofinancement: méthode et résultats

A. Méthodologie

20. Cette analyse doit permettre de déterminer les facteurs qui influent sur la performance de cofinancement du FIDA. La première partie de l'analyse porte sur les données relatives aux cofinancements approuvés que les partenaires des projets s'engagent à apporter au stade de la conception. La seconde partie a trait aux écarts entre les montants de cofinancement engagés au stade de l'approbation et les montants effectivement décaissés pendant la durée de vie des projets. Ce deuxième aspect sera pris en compte dans la prochaine version du rapport.
21. Dans chacune des deux parties de l'analyse, une approche en deux étapes a été adoptée. La première étape consiste en une analyse quantitative réalisée en employant des modèles de régression, des analyses tendanciennes et des statistiques descriptives. La deuxième étape complète l'analyse quantitative par des informations qualitatives issues d'échanges avec des informateurs internes stratégiques tels que les économistes régionaux et les conseillers de portefeuille.

22. Les données relatives au cofinancement sont ventilées entre contributions nationales et internationales, conformément à l'approche de la direction consistant à fixer des cibles distinctes pour ces deux aspects. Les ratios de cofinancement sont calculés annuellement sur la base d'une moyenne mobile triennale. Comparativement aux pratiques en vigueur dans les autres banques multilatérales de développement, cette méthode présente l'avantage de lisser les valeurs atypiques dans les ratios.
23. Les informations concernant le modèle de régression et la source de données figurent dans l'appendice I.
- B. Sélection des variables d'intérêt et des résultats clés**
24. Alors que la plupart des études sur l'allocation de l'aide s'appuient sur des variables macroéconomiques liées aux pays et, dans une certaine mesure, sur des variables liées aux projets pour intégrer ces trois dimensions du cadre d'allocation de l'aide, la présente étude élargit le cadre commun en y intégrant des variables placées sous le contrôle direct du FIDA. Cette particularité constituera une source d'informations essentielle pour la stratégie de cofinancement.
- C. Variables liées aux pays**
- Niveau de revenu**
25. Deux aspects du niveau de revenu des pays sont pris en considération. Le premier concerne le statut de pauvreté et est traduit par: i) le revenu national brut par habitant (RNB par habitant); et ii) la catégorie de revenu: pays à faible revenu (PFR), pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRIT) ou pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS). Comme on s'y attendait, les résultats de la régression en panel confirment qu'il existe une corrélation positive entre les revenus, exprimés à la fois en RNB par habitant et en catégorie de revenu, et le cofinancement national.
26. Le deuxième aspect du niveau de revenu est la croissance du PIB comme indicateur de la performance économique d'un pays. Les données indiquent que plus le taux de croissance du PIB d'un pays est élevé, plus le niveau de cofinancement international est important. On constate l'effet inverse s'agissant du financement national. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que les pays dont le PIB augmente attirent davantage d'investissements étrangers directs, réduisant ainsi la nécessité de financement par le budget national.
27. Les résultats de l'effet du revenu sur le cofinancement sont présentés dans le tableau 1. Les coefficients représentent l'importance de l'effet estimé de chaque variable. Par exemple, le fait d'appartenir à la catégorie des pays à faible revenu entraîne une baisse, estimée à 29%, du ratio de cofinancement national d'un pays.

Tableau 1
Variables de revenu

Variables	Facteurs de pays			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient ^a (%)	Impact	Coefficient ^a
Effet du revenu				
Croissance du RNB par habitant	+	2**	Non significatif (NS)	(0,012)
PFR	-	(29)***	NS	0,02
PR, tranche supérieure	+	34***	-	(0,35)*
Croissance du PIB	-	(3)***	+	0,03**

^a Le ratio international étant indiqué en niveau, les coefficients sont exprimés en valeur différentielle absolue du ratio. Le ratio national étant indiqué sous forme logarithmique, les coefficients sont exprimés en pourcentage.
Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

- Population
28. La densité de population (exprimée en nombre d'habitants au kilomètre carré) et la taille de la population rurale (exprimée en pourcentage de la population totale) servent à traduire l'effet de la population sur le cofinancement national et le cofinancement international.
 29. Densité de population. Dans la mesure où les besoins augmentent proportionnellement à la taille de la population, l'analyse montre que la densité démographique a un effet statistiquement significatif sur le cofinancement international, ce qui est cohérent avec les études antérieures.
 30. Population rurale. Dans la mesure où la plupart des personnes pauvres des pays en développement résident dans des zones rurales, il existe une corrélation entre la taille de la population rurale et le statut de pauvreté. Les données confirment l'effet négatif prévu de la taille de la population rurale sur le cofinancement national.

Tableau 2

Variabes démographiques

Variables	Facteurs de pays			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Effet démographique				
Densité démographique	NS	0,022	+	0,00084***
Croissance démographique	NS	5,1	NS	0,008
Population rurale (% pop. totale)	-	(0,7)**	NS	(0,00132)

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

- Situation de fragilité
31. L'effet des situations de fragilité présentées par un pays sur le cofinancement est estimé grâce à trois indicateurs prévisionnels intégrés au modèle, à savoir le classement du pays comme étant en situation de fragilité⁴, la survenue de catastrophes naturelles dans le pays (nombre d'occurrences) et la population totale touchée par les catastrophes naturelles.
 32. L'analyse de régression confirme l'hypothèse selon laquelle il existe une corrélation négative entre la fragilité et le cofinancement national qui, dans les pays présentant des situations de fragilité, est inférieur de 30% à celui des autres pays. En revanche, il existe une corrélation positive entre la fragilité et le cofinancement international.
 33. On observe aussi une corrélation positive entre le cofinancement international et le nombre total de personnes touchées par des catastrophes naturelles, mais la relation n'est pas significative.
 34. Les données indiquent que le cofinancement international est nettement moins important lorsqu'un pays est frappé par des conflits ou qu'il est fortement exposé aux catastrophes naturelles. Ce résultat permet de conclure que la fragilité est associée à la fois à un risque et à une notion de besoin humanitaire qui influent différemment sur l'allocation de l'aide étrangère. Alors que la dimension humanitaire a un effet positif sur le cofinancement international, les risques associés à la fragilité ont un impact négatif.

⁴ Conformément à la liste harmonisée des situations de fragilité utilisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Tableau 3
Variables de fragilité

Variables	Facteurs de pays			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Effet de fragilité				
S'il s'agit d'un pays présentant des situations de fragilité	-	(30,4)***	NS	0,169
Population touchée par des catastrophes naturelles	+	3,12e-07**	NS	1,81e-09
Survenue de catastrophes naturelles	+	2,30***	-	(0,0221)*
Conflit d'État	NS	(0,105)	-	(0,287)**

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

III. Facteurs liés aux projets

35. Les caractéristiques des projets, notamment la taille et le secteur, revêtent une importance stratégique lorsqu'il s'agit de mobiliser des fonds en faveur du développement.
36. Les conclusions relatives à l'effet de la taille des projets sont présentées ci-après. L'appendice II présente un aperçu de la répartition des montants de cofinancement national et international entre les secteurs d'intervention des projets.

Taille des projets

37. La variable de taille des projets est prise en compte en regroupant les projets dans trois catégories: petits projets (budget total \leq 18,8 millions d'USD), projets moyens (18,8 millions d'USD < budget total < 49,12 millions d'USD) et grands projets (budget total \geq 49,12 millions d'USD). Cette catégorisation repose sur la répartition suivante:

Petit projet = budget total \leq 18,8 millions d'USD (vingt-cinquième percentile)

Projet moyen = 18,8 millions d'USD < budget total < 49,12 millions d'USD

Grand projet = budget total \geq 49,12 millions d'USD (soixante-quinzième percentile)

38. L'analyse montre clairement que les petits projets tendent à attirer notablement moins de cofinancement national que les grands projets. Ce résultat est cohérent avec ce qui ressort des consultations internes concernant l'effet d'un élargissement du portefeuille, et plaide en faveur d'une approche plus programmatique dans l'engagement du FIDA aux côtés des pays en développement.

Tableau 4

Choix de variables de projets

Variables	Facteurs liés aux projets			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Taille des projets				
Petit projet	-	(0,3)***	-	(0,22)**

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

A. Facteurs liés au FIDA

39. Les variables liées au FIDA sont des facteurs organisationnels potentiels qui placent le Fonds dans une position particulière (positive ou négative) pour la mobilisation de ressources en faveur des projets ou programmes de développement qu'il finance.

40. Parmi ces facteurs, on peut citer les conditions de prêt, le profil du chargé de programme de pays (CPP), la présence d'un bureau de pays du FIDA et le nombre de partenariats mobilisés pour un projet spécifique.
41. Les données indiquent que plus la valeur du portefeuille géré par un CPP est importante, plus est élevé le cofinancement national. L'une des interprétations possibles est que la présence du FIDA dans le pays est plus pertinente et plus cohérente avec les priorités du gouvernement, donc plus à même d'attirer un cofinancement national. Plus le CPP a de l'expérience dans le pays, plus le ratio de cofinancement national est élevé. De fait, chaque année supplémentaire d'expérience acquise dans un pays entraîne une augmentation du ratio national d'environ 4% en moyenne, et cet effet marginal est significatif.
42. En ce qui concerne le cofinancement international, les résultats montrent que les pays dans lesquels les CPP gèrent des portefeuilles importants mobilisent moins de cofinancement international. Ce résultat semble indiquer que les portefeuilles importants attirent davantage de ressources nationales, mais rendent moins nécessaire le recours à des acteurs internationaux supplémentaires. En revanche, il existe une corrélation positive entre le nombre de projets gérés par les CPP et le cofinancement international. Chaque projet supplémentaire ajouté au portefeuille d'un CPP entraîne une hausse de 0,045 point du ratio de cofinancement international.
43. La présence de bureaux de pays semble également influencer positivement sur le ratio de cofinancement, en particulier le cofinancement international.

Tableau 5
Choix de variables liées au FIDA

Variables	Facteurs liés au FIDA			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Profil du CPP				
Expérience du CPP	+	0,0378**	NS	(0,0128)
Nombre de projets gérés	NS	(0,0246)	+	0,0448*
Valeur du portefeuille géré	+	1,14e-09**	-	(2,98e-09)***
Présence d'un bureau de pays	NS	0,0903	+	0,242*

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (***) $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

44. Un ratio de cofinancement national élevé se traduit par un ratio de cofinancement international élevé et inversement. Une contribution nationale importante en faveur d'un projet entraîne une forte appropriation par le bénéficiaire, ce qui conforte les donateurs étrangers dans leur volonté de collaborer au projet en question.
45. Comme on peut s'y attendre, les pays qui parviennent à établir un partenariat élargi pour les projets du FIDA mobilisent davantage de cofinancement national et international. En moyenne, l'ajout d'un partenaire de financement supplémentaire (national ou international) dans un projet induit un effet marginal d'environ 4,4% sur le cofinancement national. Concernant le ratio de cofinancement international, l'ajout d'un partenaire de financement supplémentaire induit comme effet marginal une hausse de 0,15 point. Ces effets sont fortement significatifs.

Tableau 6
Autres variables significatives du FIDA

Variables	Facteurs liés au FIDA			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Conditions de financement des projets				
Prêts aux conditions du marché	NS	(0,291)	NS	0,101
Nombre de sources de financement	+	4,38**	+	0,153***
Ratio international	+	25***	ND	-
Ratio national	ND	--	+	0,536***

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

IV. Corrélation entre le cofinancement et les caractéristiques des pays, représentée par la performance du secteur rural et l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA

A. Performance du secteur rural

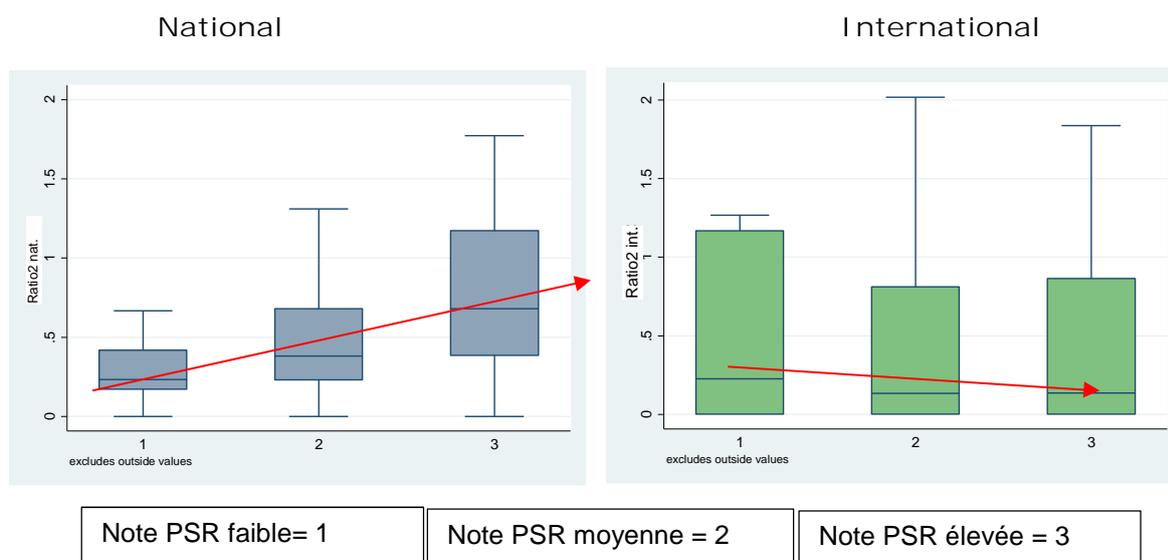
46. Afin d'améliorer son aptitude à évaluer les caractéristiques des pays, le FIDA s'intéressera, conformément à l'approche relative au cadre de transition, à d'autres aspects, à savoir les variables de performance de pays figurant dans la formule du Système d'allocation fondé sur la performance, et plus spécifiquement la performance du secteur rural⁵ (PSR) et l'IVF. La relation entre ces variables et le cofinancement a été analysée au moyen de tests de corrélation.
47. Les résultats montrent une corrélation positive entre le cofinancement national et la note de PSR d'un pays, tandis que la corrélation entre le cofinancement international et la PSR est négative. Cela signifie que les pays où la capacité institutionnelle rurale est faible (catégorie de PSR = 1)⁶ attirent davantage de cofinancement international, alors que les pays dont la note de PSR est élevée en attirent moins.
48. La figure ci-après indique la répartition des ratios de cofinancement national et international pendant la période 2007-2015 pour les pays dont la performance du secteur rural est faible, les pays à performance moyenne et les pays à performance élevée.

⁵ La note de PSR, établie par le FIDA tous les trois ans dans les pays où il intervient, sert à évaluer la qualité des politiques et des institutions dans les domaines liés au développement rural et à la transformation du monde rural.

⁶ Le classement est réalisé comme suit:

- PSR faible (catégorie 1) = note PSR ≤ 3,165 (dixième percentile).
- PSR moyenne (catégorie 2) = 3,165 < note PSR < 4,32.
- PSR élevée (catégorie 3) = note PSR ≥ 4,32 (soixante-quinzième percentile).

Figure 7

Corrélation entre cofinancement et performance du secteur rural

49. Les résultats des régressions en panel à variable unidimensionnelle indiquent une forte corrélation positive entre ratio de cofinancement national et performance institutionnelle du secteur rural (colonne 1 du tableau 7), ce qui signifie qu'en moyenne les pays affichant une note de PSR élevée enregistrent également un ratio de cofinancement national notablement plus important.

Tableau 7

Régression à variable unique entre performance du secteur rural et cofinancement

Variables	Ratio national	Ratio international
Note de PSR	0,492***	(0,237)
Constante	(1,188)**	1,692**
Observations	583	583
Nombre de pays	93	93

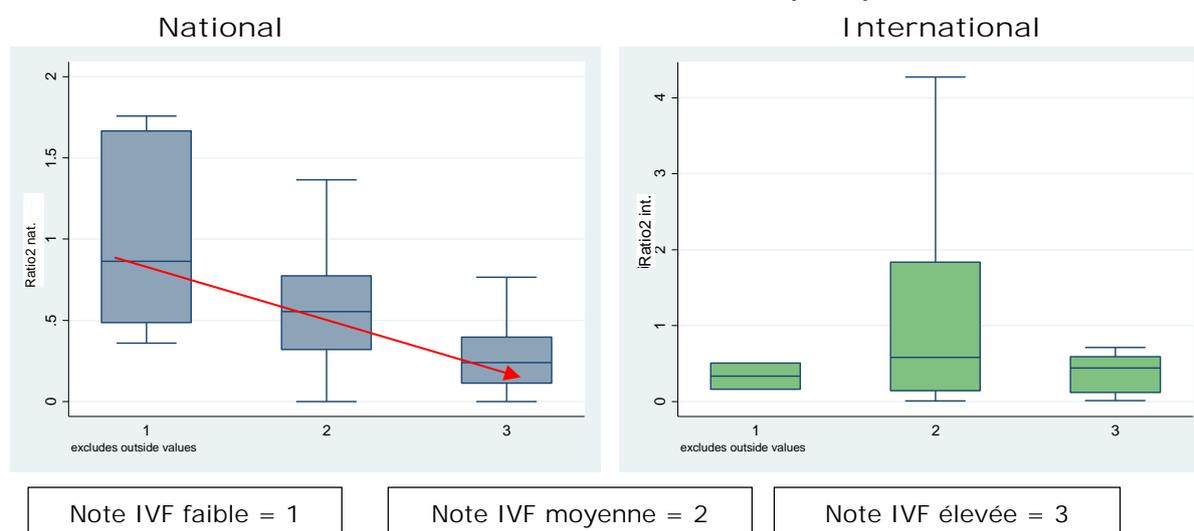
Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

B. Indice de vulnérabilité spécifique au FIDA

50. Un test identique a été réalisé à propos de la relation entre le cofinancement et l'IVF, qui sert à mesurer la vulnérabilité globale d'un pays⁷. Ce test a fait apparaître une corrélation négative entre le ratio de cofinancement national et la note IVF du pays⁸ (voir figure ci-après). En revanche, il existe une corrélation positive entre le ratio de cofinancement international et la note IVF. Néanmoins, cette tendance semble se vérifier uniquement lorsque l'on compare les pays dont la note IVF est faible à ceux dont la note IVF est moyenne.

Figure 8

Corrélation entre cofinancement et note de l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA



51. Le résultat du modèle de régression à variable unique⁹ confirme la corrélation négative constatée entre cofinancement national et IVF. En ce qui concerne le cofinancement international, le test de corrélation démontre que, comme mentionné précédemment, il peut exister une corrélation négative entre une vulnérabilité très importante et le cofinancement international, en raison du facteur de risque.

Tableau 8

Régression à variable unique entre IVF et cofinancement

<i>Variables</i>	<i>Ratio national</i>	<i>Ratio international</i>
Note IVF	(0,437)*	(0,117)
Constante	1,644***	0,612
Observations	61	61
R carré	0,047	0,000

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

⁷ La note IVF a été élaborée pour tenir compte du caractère multidimensionnel de la pauvreté rurale. Il s'agit d'un indice composé de 12 indicateurs à pondération égale, qui mesure la vulnérabilité rurale du point de vue de l'exposition, de la sensibilité et de la faible capacité d'adaptation face aux causes ou phénomènes endogènes ou exogènes. Chacun de ces sous-indicateurs peut être associé à un ou plusieurs domaines prioritaires de l'IVF, à savoir la sécurité alimentaire, la nutrition, les inégalités et la vulnérabilité face aux changements climatiques.

⁸ Le classement est réalisé comme suit:

- IVF faible = note IVF \leq 0,33 (dixième percentile)
- IVF moyen = 0,33 < note IVF < 0,58
- IVF élevé = note IVF \geq 0,58 (soixante-quinzième percentile).

⁹ Ici, on utilise la méthode classique des moindres carrés, car seule l'année 2017 est comptabilisée.

V. Cofinancement en nature

52. Selon la définition de l'OCDE, une contribution en nature fournie par des parties prenantes au projet désigne le transfert de propriété d'un bien ou d'un actif, autre qu'une somme en espèces, ou la prestation d'un service, sans aucune contrepartie. De ce fait, les contributions en nature peuvent être des biens matériels ou immatériels transférés à une entité dans le cadre d'une transaction sans échange effectuée sans frais mais éventuellement soumise à certaines stipulations, ainsi que des services fournis par des personnes à une entité dans le cadre d'une transaction sans échange (c'est-à-dire salaires; travail – à titre professionnel ou à titre bénévole; rémunération de partenaire; rémunérations d'enseignants et exemption fiscale). Les contributions en nature représentent une source de revenus et, bien que non monétaires, elles constituent une part considérable des ressources du projet.
53. Il est essentiel que les contributions en nature fournies aux projets soient enregistrées en sus des contributions en espèces, et ce pour plusieurs raisons:
- elles font partie du coût effectif du projet lorsqu'elles sont prises en compte dans le budget du projet;
 - elles peuvent constituer la seule contribution ou la contribution principale d'un emprunteur ou d'un bénéficiaire d'un projet;
 - elles prouvent aux donateurs que les emprunteurs et les bénéficiaires des financements du FIDA contribuent de manière non négligeable aux projets et qu'ils y adhèrent;
 - elles seront intégrées dans le ratio de cofinancement et s'ajouteront à la contribution réelle des emprunteurs et des bénéficiaires aux projets, en sus des contributions en espèces et des exonérations fiscales.
54. Au cours de la période 1995-2014, la contribution globale des bénéficiaires s'est élevée à 19%. Sur une dizaine d'études de cas consacrées à des projets, la contribution en nature des bénéficiaires a été estimée en moyenne à 13% du coût total des projets. Les contributions en nature peuvent également être apportées par les pouvoirs publics, principalement sous forme d'exonérations fiscales et sous forme de services et de biens fournis par le gouvernement et les partenaires d'exécution. Cet élément doit faire l'objet d'un suivi plus efficace, plus cohérent et plus analytique.
55. À l'heure actuelle, les contributions en nature ne sont pas systématiquement considérées comme des composantes du financement global d'un projet pour plusieurs raisons: i) complexités techniques inhérentes à l'évaluation et à la mesure fiable de ces contributions, notamment l'utilisation non homogène de systèmes comptables pour assurer le suivi et la communication des informations; ii) manque de compréhension quant à l'importance que revêt la communication de ces données; iii) incertitude concernant la concrétisation effective de ce type de contribution; et iv) réticence des auditeurs à fournir des garanties sur les montants inscrits dans les états financiers. Faute de rapports fiables et actualisés concernant ces actifs, il n'est pas possible de recenser intégralement les ressources et les activités économiques d'un projet, ce qui rend les états financiers imparfaits et les informations relatives au cofinancement incomplètes.
56. Une note technique interne ayant trait au cofinancement national en nature a été élaborée afin de fournir, à chaque étape du cycle de vie d'un projet (conception, exécution et audit), des indications précises concernant la reconnaissance et la mesure des contributions en nature au titre du cofinancement, ainsi que la communication d'informations à ce sujet. Cette note est présentée au Groupe de travail et sera intégrée à la stratégie. Cette démarche permettra de procéder à un suivi systématique des contributions en nature et renforcera l'aptitude du FIDA à rendre compte de manière exhaustive de la mobilisation de ce type de ressources.

VI. Cofinancement fourni par le secteur privé (section étoffée)

A. Définitions

57. La participation du secteur privé aux projets de développement peut être encouragée par des moyens financiers (prêts, dons, garanties et fonds propres, par exemple) ou non financiers (comme la concertation sur les politiques, l'assistance technique et le renforcement des capacités). Cette distinction est importante car elle affecte la manière dont on peut mesurer les contributions du secteur privé et en rendre compte, c'est-à-dire comme un effet de mobilisation ou un effet catalytique. Les BMD et l'OCDE ont conçu de nouvelles définitions et méthodologies pour mesurer le montant total du cofinancement privé mobilisé. Des travaux complémentaires demeurent toutefois encore nécessaires pour explorer les moyens de mesurer et de rendre compte des investissements privés à plus grande échelle catalysés par les interventions des BMD.
58. Selon le Comité d'aide au développement¹⁰ de l'OCDE, le terme de "mobilisation" qualifie le lien direct de causalité entre le financement privé mobilisé pour un projet spécifique et une intervention officielle. L'expression "effet de levier" est généralement associée à un ratio. Par "effet catalytique", on désigne habituellement les résultats des actions visant à induire un changement positif qui peut être d'ordre financier (montants mobilisés) ou non monétaire (transfert de connaissances, mise en commun de nouvelles pratiques, introduction d'une politique, etc.). Il est généralement admis que la mesure de l'effet catalytique exige, de la part des BMD, des efforts collectifs pour surmonter les difficultés inhérentes à son estimation et son attribution.
59. La définition des BMD va un peu plus loin et distingue plusieurs types de contributions du secteur privé. La définition des BMD permet de scinder les cofinancements privés en deux éléments clés: mobilisation privée directe (MPD) et mobilisation privée indirecte (MPI). La MPI est le type de mobilisation le plus couramment mentionné par les BMD. Il s'agit du financement provenant d'entités privées et fourni en rapport avec une activité spécifique financée par une BMD – un projet, par exemple – mais sans aucun accord financier juridiquement contraignant entre la BMD et l'entité privée. La définition de la MPD est plus rigoureuse, en ce sens qu'il s'agit d'un sous-ensemble de la mobilisation privée et qu'il est fait référence à une situation dans laquelle le financement est fourni par une entité privée à des conditions commerciales, et avec un engagement plus solide et plus contraignant qui met en évidence le rôle joué par la BMD pour obtenir cette contribution. On peut en citer, comme exemples, les garanties offertes par une BMD au secteur privé pour qu'il s'engage dans un projet, ou les commissions versées par un gouvernement à une BMD pour l'organisation d'un appel d'offres en vue de la participation du secteur privé. La mobilisation totale du secteur privé représente la somme de la mobilisation privée directe et de la mobilisation privée indirecte¹¹.
60. Bien que ces définitions soient parfaitement claires en théorie, il peut s'avérer difficile, en pratique, de les différencier et de les appliquer de façon rigoureuse. Il convient aussi de noter que les efforts des BMD sont orientés, dans le premier cas, vers la détermination de la contribution. La distinction entre MPD et MPI est perçue comme d'importance secondaire.
61. Les consultations avec les spécialistes du FIDA ont mis en évidence le fait qu'il existe un lien entre les investissements du secteur privé ciblant des projets dirigés

¹⁰ OCDE, Mobilisation du financement privé par les interventions officielles de financement du développement, février 2016.

¹¹ Voir Méthodologie des BMD pour la mobilisation des investissements privés – Guide de référence – Avril 2017.

par le gouvernement et fournis par le biais d'une mise en commun de ressources à l'appui des activités du projet, et le rendement attendu. Les organisations privées sont disposées à cofinancer une activité spécifique d'un projet pour autant que l'activité elle-même ou les bénéficiaires ciblés contribuent aux buts commerciaux de l'organisation, et ce type de cofinancement entre donc dans la catégorie de la MPI.

B. Collaboration du FIDA avec le secteur privé

62. Les projets financés par le FIDA collaborent principalement avec le secteur privé national (fournisseurs d'intrants, négociants en produits de base, industries agroalimentaires, agents de grandes sociétés de commerce ou d'exportation de produits de base, supermarchés, ou institutions financières locales ou nationales). Dans quelques cas, très rares, ils collaborent directement avec des sociétés internationales (par exemple Nestlé au Ghana, ou Mars en Indonésie). Les contributions du secteur privé sont par conséquent, en règle générale, combinées aux financements du FIDA pour appuyer les activités suivantes: i) fourniture de formation, de services de vulgarisation et d'assistance technique aux producteurs; ii) fourniture d'intrants agricoles et d'autres facteurs de production (main-d'œuvre); et iii) investissement dans les actifs de production et post-production (bâtiments, installations, équipement, matériels). La règle empirique est que les fonds du projet ne devraient jamais être utilisés à la place de fonds privés, mais plutôt comme outil de réduction des risques et des coûts de transaction pour le secteur privé et le secteur financier dans leurs relations avec le groupe cible du FIDA, mobilisant ainsi leurs contributions.
63. Dans le cas d'un programme comportant un partenariat public-privé (PPP) ou un partenariat public-privé-producteur (4P), si le projet exige que le secteur privé soumette un plan d'entreprise comme instrument lui permettant de participer à un tel programme en vertu d'un accord de partage des coûts, l'information sur la contribution du secteur privé est alors disponible puisqu'elle fait partie du budget du projet. Cette approche n'est, à l'heure actuelle, adoptée que dans un petit nombre de projets du portefeuille du FIDA.
64. Les consultations ont en outre fait apparaître que les contributions du secteur privé se concrétisent au cours de l'exécution, ce qui signifie qu'elles ne sont souvent prises en compte que partiellement dans le document initial de conception et de détermination des coûts du projet. Les données relatives au cofinancement par le secteur privé actuellement enregistrées dans les systèmes du FIDA ne font référence qu'aux cas où il a été possible d'estimer, au moment de la conception, la participation des entités du secteur privé en termes de leurs investissements en biens et en services (en espèces ou en nature), qui relèveraient de la définition, par les BMD, des MPD ou des MPI. Le FIDA est résolu à prendre des dispositions en vue d'améliorer cette mesure: i) en veillant à ce qu'au moins une estimation du cofinancement soit formulée au stade de la conception du projet; ii) en mobilisant les systèmes de suivi-évaluation du projet afin de garantir un suivi permanent de la concrétisation de ces contributions; et iii) en incluant à cet effet des orientations spécifiques dans le mandat des missions de supervision.
65. Entre 1995 et 2014, environ 37 projets du FIDA ont bénéficié de contributions privées. Le cofinancement privé moyen, tel qu'enregistré officiellement au stade de la conception, a représenté environ 12% du coût total des projets. Cette part de cofinancement privé est également évoquée dans les études de cas réalisées sur cinq projets. Les encadrés 1 à 4 présentent des exemples de participation du secteur privé à des projets du FIDA entrant dans des catégories de mobilisation privée directe ou de mobilisation internationale directe et indirecte et dont rendent compte les systèmes du FIDA.

Encadré 1Exemple de mobilisation privée indirecte – cofinancement nationalLibéria: Projet d'élargissement de l'arboriculture

Sur le plan du développement, le projet a pour objectif global "d'améliorer les moyens de subsistance et de renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques des ménages ruraux du comté de Nimba". L'objectif de développement du projet est d'améliorer les revenus et la capacité d'adaptation aux changements climatiques des petits producteurs de cacao dans le comté. Le projet a été approuvé en 2015, avec un coût total d'approximativement 30,7 millions d'USD.

Le projet s'articule autour de quatre composantes:

- i) régénération des plantations de cacao;
- ii) remise en état et entretien des routes;
- iii) prestation de services pour le développement de la filière cacao; et
- iv) coordination et suivi-évaluation du projet.

On attendait des partenaires du secteur privé une contribution de 0,9 million d'USD à la première composante. Leur contribution a pris la forme: a) d'un cofinancement d'investissements en amont; b) d'une assistance technique pour la remise en état et la formation à la production et à la manutention après-récolte; c) d'un accès au marché par le biais d'arrangements contractuels avec les coopératives appuyées par le projet pour la commercialisation et l'exportation de leur production de cacao et de café; et d) de capital de roulement pour permettre aux coopératives d'acheter les produits.

Encadré 2Exemple de mobilisation privée indirecte – cofinancement national

Myanmar: Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar
Le projet est axé sur l'introduction des meilleures pratiques régionales et mondiales en vue du développement d'un modèle durable et reproductible à plus grande échelle pour l'agriculture paysanne et le développement rural dans l'ensemble de la zone sèche du centre du Myanmar. Il appuie le remembrement et l'aménagement foncier, l'infrastructure productive, les services agricoles et commerciaux, le flux de savoirs et le renforcement des capacités pour promouvoir un modèle de développement inclusif. Le but du projet est d'améliorer le statut économique des ruraux pauvres, femmes et hommes, dans les zones cibles, et d'accroître les revenus des petits exploitants agricoles et des ménages sans terre.

Le projet a été approuvé en 2014, avec un coût total estimé à 27,8 millions d'USD.

Le projet comprend deux composantes:

- i) infrastructure agricole; et
- ii) services agricoles et commerciaux.

Les partenaires du secteur privé ont apporté une contribution de 2,4 millions d'USD (9% du coût total) à la seconde composante. Ces ressources ont servi à l'acquisition de matériels pour les parcelles de démonstration agricole et la promotion commerciale en rapport avec le développement de filières. Ils ont aussi financé 60% des investissements dans les activités agroalimentaires, les 40% restants étant financés par des dons de contrepartie.

Encadré 3Exemple de mobilisation privée indirecte – cofinancement international

Indonésie: Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole

L'Initiative a pour but d'appuyer la prospérité croissante des familles de petits agriculteurs indonésiens, d'autonomiser les ménages ruraux dans la zone d'intervention en leur donnant les compétences, les ressources et la confiance nécessaires pour améliorer durablement leurs revenus agricoles et non agricoles et leurs moyens de subsistance grâce à une approche programmatique reproductible à plus grande échelle.

Le programme a été approuvé en 2017, avec un coût total estimé à 55,3 millions d'USD.

Le programme comporte quatre composantes principales:

- i) développement de l'agriculture et des moyens de subsistance dans les villages;
- ii) services, intrants et liens avec les marchés;
- iii) appui à l'élaboration des politiques et des stratégies; et
- iv) gestion du programme.

Les partenaires du secteur privé participant au programme sont des sociétés internationales. Le cofinancement devrait principalement provenir de Mondalez et Mars, pour un montant de 2,2 millions d'USD (4% du coût total). La contribution du secteur privé appuiera – avec le prêt du FIDA – les activités d'appui à la production et à la commercialisation de cacao au titre de la composante 1.2 et de la composante 2.

Encadré 4Exemple de mobilisation privée directe – cofinancement national provenant de partenaires du secteur privé dans le cadre d'un programme de 4PSri Lanka: Programme de partenariats avec les petites agro-industries

L'objectif de développement du programme est d'augmenter durablement le revenu et la qualité du régime alimentaire de 57 500 ménages de petits agriculteurs (initialement) intervenant dans les systèmes de production à vocation commerciale et de commercialisation.

Le programme est axé sur la demande et il sera essentiel de pouvoir compter sur la volonté et l'engagement des parties prenantes (agro-industrie et acteurs de la filière, y compris le secteur privé et les organisations d'agriculteurs et de producteurs). Le financement conjoint (c'est-à-dire le partage des coûts), le partage du risque, le choix des partenaires par voie concurrentielle et des plans d'entreprise viables figurent parmi les principes fondamentaux du programme. L'application de ces principes se fera en favorisant l'instauration de partenariats 4P mutuellement bénéfiques (gagnant-gagnant) entre entreprises privées et petits agriculteurs, dans le cadre de plans d'activité 4P. Le financement du plan d'activité 4P se fera dans le cadre d'un accord de cofinancement/partage des coûts comprenant: i) des dons de contrepartie accordés au titre du programme; ii) des crédits octroyés par les institutions financières participantes (par le biais de la ligne de crédit soutenue par le programme) dans le cadre de la contribution des bénéficiaires; et iii) la contribution du secteur privé (agro-industrie).

L'agent principal du programme est le Secrétariat présidentiel, qui est le mieux placé pour assurer une mobilisation et une coordination effectives entre les divers organismes publics et avec les partenaires du secteur privé (notamment institutions financières, entreprises et associations) participant directement au programme ou le soutenant (par exemple, recherche, formation, mobilisation ou services de vulgarisation complémentaires).

Le programme a été approuvé en 2017, avec un coût total estimé à 105 millions d'USD.

Le programme est articulé autour de trois composantes:

i) accès aux partenariats commerciaux;

ii) accès au financement rural; et

iii) gestion du programme et concertation sur les politiques.

La contribution des partenaires du secteur privé s'élève à 17 millions d'USD, tandis que les institutions financières participantes, tant privées que publiques, apporteront une contribution de 9,8 millions d'USD à l'appui des activités au titre des composantes 1 et 2.

66. On rencontre fréquemment des exemples dans lesquels des acteurs du secteur privé contribuent aux objectifs de développement de projets appuyés par le FIDA par le biais d'un financement parallèle; ces exemples constituent ce que l'OCDE définit comme un effet financier catalytique des investissements du FIDA. Comme on l'a mentionné plus haut, ce type de participation suppose des efforts conjoints de la part des partenaires contributeurs pour mieux estimer, au stade de la conception, les montants du cofinancement, et – ce qui est peut-être encore plus important – pour vérifier que les contributions se concrétisent effectivement. La quantification des contributions ex ante (c'est-à-dire lors de la conception du projet) dépend d'un processus dynamique et axé sur la demande qui se déroule pendant l'exécution du projet. En outre, étant donné que certaines de ces contributions sont en nature et inconnues a priori (par exemple la possibilité d'utiliser pour un projet un actif préexistant dont la valeur doit être quantifiée), les acteurs du secteur privé hésitent généralement à communiquer des informations précises sur leurs investissements en capital et en services.

67. Comme toutes les BMD sont confrontées aux mêmes difficultés en matière d'estimation du montant des investissements du secteur privé catalysés par leurs projets, elles ont créé un groupe de travail actif sur ce thème. Le groupe examine actuellement plusieurs études de cas (entre autres sur le FIDA). Le Groupe de travail a publié, le 20 avril, un rapport préliminaire indiquant que les BMD n'ont pas identifié de méthode universelle normalisée pour l'estimation de ces effets catalytiques. Les consultations se poursuivent en vue de l'élaboration d'un cadre et d'une méthodologie conjoints pour la mesure des investissements privés catalysés par les activités de financement et de conseil des BMD.

VII. Principaux éléments qu'abordera la stratégie de cofinancement

A. Justification et contexte

68. La stratégie de cofinancement répondra à l'engagement 1.2, mesure contrôlable 5, pris au titre de FIDA11: "réaliser une analyse du cofinancement et établir un plan d'action pour atteindre un ratio de cofinancement de 1/1,4 (international 1/0,6 et national 1/0,8), définir les différentes formes de cofinancement et les méthodes de calcul permettant d'en établir le montant, notamment en ce qui concerne les contributions en nature, améliorer le suivi et la communication d'informations concernant les cofinancements en précisant leur répartition par source et par catégorie de pays; et mieux mesurer l'effet d'attraction exercé par le FIDA sur les investissements privés."
69. La stratégie s'inscrira dans le contexte général du développement mondial et des efforts entrepris par la communauté mondiale pour augmenter les investissements de toutes origines (publics et privés, nationaux et internationaux) et les faire passer "des milliards aux milliers de milliards"¹² afin d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD). La stratégie constituera un élément important dans la démarche du Fonds visant à devenir un rassembleur de financements pour le développement, comme le prévoit le modèle opérationnel pour FIDA11, et dans son approche générale des partenariats et de la mobilisation de ressources pour contribuer à la réalisation des ODD.
70. Composante des améliorations introduites dans toutes les dimensions du modèle opérationnel de FIDA11, la stratégie de cofinancement interviendra en synergie avec d'autres engagements de FIDA11, auxquels elle apportera des éclairages, en vue: i) d'élaborer un cadre pour le suivi stratégique des partenariats du FIDA aux niveaux national, régional, mondial et institutionnel¹³; et ii) d'actualiser la Stratégie du FIDA en matière de collaboration avec le secteur privé¹⁴. En outre, la version révisée des procédures des COSOP – qui figure également parmi les engagements de FIDA11¹⁵ – inclura des orientations sur l'examen des cofinancements dans le contexte d'efforts de cofinancement spécifiques à un pays, en prenant en compte les cibles aux niveaux institutionnel et régional.

B. Enseignements tirés de l'expérience

71. La direction suggère que la stratégie de cofinancement exploite les enseignements tirés de l'expérience du FIDA, et notamment de son travail de grande portée sur les partenariats. L'analyse du cofinancement présentée dans la première partie de ce document (sections I à IV) est un élément important de cet apprentissage, tout comme les consultations en cours au sein du FIDA.

¹² "From billions to trillions: Transforming Development Finance Post-2015 Financing for Development: Multilateral Development Finance", document préparé conjointement par la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque interaméricaine de développement, le Fonds monétaire international et le Groupe de la Banque mondiale, pour la réunion du Comité du développement tenue le 18 avril 2015.

¹³ FIDA11, Engagement 3.4, Mesure contrôlable 32.

¹⁴ FIDA11, Engagement 1.2, Mesure contrôlable 6.

¹⁵ FIDA11, Engagement 3.4, Mesure contrôlable 31.

72. Le rôle dominant de certaines sources de cofinancement apparaît comme l'une des observations essentielles à retenir de l'analyse de l'expérience du FIDA en matière de cofinancement. Au niveau national, ces sources sont notamment les gouvernements des États membres, les bénéficiaires des projets et les institutions nationales de financement du développement. Au niveau international, il s'agit de sources multilatérales et bilatérales. La stratégie mettra l'accent sur ces sources, mais elle visera aussi à mobiliser l'investissement privé, dont il est aujourd'hui largement admis que sa participation est impérative pour répondre aux ambitions mondiales des ODD. L'analyse et les consultations internes montrent également que les moteurs des niveaux de cofinancement sont très différents pour ces différentes sources.
73. Les résultats de l'enquête auprès du personnel ont confirmé cette observation. Interrogées sur l'importance de différentes sources de cofinancement national pour l'obtention de meilleurs résultats dans les États membres, les personnes ayant répondu ont placé au premier rang les contributions du gouvernement et des bénéficiaires (en espèces et en nature), suivies par celles des institutions financières nationales et du secteur privé. Lorsque les questions portaient sur le cofinancement international, les personnes interrogées ont placé au premier rang les banques multilatérales de développement, suivies par les institutions bilatérales et les mécanismes/fonds fiduciaires.
74. Il convient de mettre en lumière, dans le contexte de la formulation de la stratégie, cinq messages clés qui ressortent des consultations internes. Premièrement, des consultations efficaces et précoces avec les partenaires de cofinancement – nationaux et internationaux – peuvent favoriser des niveaux plus élevés de cofinancement. De telles consultations exigeront probablement du temps et des efforts. Deuxièmement, les conditions dans le pays, comme les marges budgétaires, ont un impact significatif sur les niveaux de cofinancement par le gouvernement. Les préférences et les pratiques des pouvoirs publics jouent un rôle moteur dans les niveaux potentiels de financement multilatéral et bilatéral. Troisièmement, la différence entre les politiques et les pratiques du FIDA (par exemple en matière de passation des marchés) et celles d'autres partenaires du développement peut constituer un important goulet d'étranglement et limiter les possibilités d'attirer le cofinancement de la part de ces partenaires. Les mécanismes de "financement commun", comme le Fonds fiduciaire espagnol et le FEM, permettent d'éviter de telles contraintes. Quatrièmement, des relations solides et actives entre partenaires au niveau institutionnel peuvent faciliter les discussions sur le cofinancement au niveau du pays ou du projet. Le FIDA a probablement sous-estimé les contributions en nature des gouvernements et des bénéficiaires, du fait des défis que constitue la mesure de ces contributions. Enfin, les CPP insistent sur l'absence, par le passé, de signaux clairs et cohérents de la part des dirigeants du FIDA quant à l'importance d'attirer des cofinancements.
75. Bien qu'il n'y ait pas eu d'évaluation spécifique du cofinancement par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), la formulation de la stratégie pourra tirer des enseignements d'autres évaluations connexes, comme l'évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du FIDA par IOE, l'évaluation de la stratégie de partenariat, et la synthèse d'évaluations sur le même thème, qui aborde le cofinancement comme une forme significative de partenariat¹⁶. Le rapport de synthèse note que malgré des inconvénients tels que des décaissements plus lents, les projets cofinancés enregistrent souvent de meilleurs résultats. Toutefois, les cofinancements s'avèrent en revanche moins efficaces pour la mobilisation de ressources supplémentaires. La synthèse souligne que le FIDA devrait affiner sa stratégie de cofinancement au-delà du niveau mondial et agir de

¹⁶ Voir les Rapports de synthèse d'évaluations d'IOE: Renforcement des partenariats au service d'une meilleure efficacité en matière de développement: examen des données d'expérience et des résultats au niveau des pays; et Appui du FIDA à la reproduction à plus grande échelle des résultats.

manière plus énergique au niveau national, en apportant un appui pertinent aux équipes de pays.

76. L'évaluation récente de l'architecture financière permet aussi de mesurer la performance du FIDA en matière de mobilisation des cofinancements. Sa conclusion est que le cofinancement et le financement national de contrepartie ajoutent d'importantes ressources complémentaires provenant d'organisations internationales et de partenaires nationaux. Elle affirme également que le niveau du financement octroyé par les BMD au secteur de l'agriculture et les montants engagés par des sources bilatérales et multilatérales pour des projets en rapport avec les changements climatiques permettent de penser qu'il existe encore d'autres possibilités pour la reproduction à plus grande échelle des résultats des interventions financées par le FIDA.
77. La formulation de la stratégie prendra appui sur l'expérience des BMD dans ce domaine¹⁷. Ainsi, une évaluation du cofinancement à la Banque asiatique de développement a constaté que la mobilisation par le biais du cofinancement dans les projets revêtait un caractère ad hoc plutôt que d'être pilotée par des objectifs stratégiques énoncés dans les stratégies de pays¹⁸. Une évaluation réalisée par la Banque africaine de développement et axée sur les fonds fiduciaires¹⁹ contient une mise en garde à propos des coûts de transaction élevés liés à la gestion des fonds fiduciaires, qui ne sont parfois pas couverts par des ressources administratives additionnelles.
- C. Principes et éléments principaux
78. La stratégie de cofinancement sera définie par l'engagement d'atteindre les objectifs de cofinancement établis pour la période de FIDA11, et sera cohérente avec le mandat du FIDA et son objectif plus général de parvenir à un impact à plus grande échelle pour les populations rurales des États membres, le cofinancement étant conçu comme un moyen pour atteindre cette fin plus générale. La stratégie prendra aussi en compte les possibilités d'aller au-delà de l'impact direct des projets du FIDA afin d'accroître les ressources (nationales et internationales, publiques et privées) consacrées à l'agriculture et au développement rural.
79. Le cofinancement peut créer des synergies et des complémentarités. La stratégie de cofinancement, très semblable en cela à la Stratégie du FIDA en matière de partenariat, mettra l'accent sur la complémentarité, considérée comme un principe fondamental. La stratégie abordera le cofinancement non seulement comme un moyen d'obtenir des financements additionnels mais aussi, point important, comme un moyen de mobiliser les savoirs et les compétences complémentaires des partenaires. De même, la stratégie prendra en considération l'impact du cofinancement sur la durabilité des projets financés par le FIDA.
80. La stratégie proposera l'utilisation de diverses modalités de cofinancement, sur la base des principes examinés ci-dessus. Le FIDA fera fond sur les exemples réussis de financement conjoint, financement parallèle, fonds supplémentaires, mécanismes/fonds fiduciaires ayant un seul ou plusieurs donateurs, et financement aux niveaux institutionnel, du programme et du projet. En particulier, les fonds supplémentaires sont un instrument qui a fait ses preuves pour attirer les cofinancements en faveur du programme de prêts du FIDA et pour les transmettre

¹⁷ Il convient de noter qu'il n'existe pas de définition commune du terme "cofinancement" au sein des différentes organisations. Alors que le FIDA et la Banque africaine de développement incluent dans le cofinancement national le financement du gouvernement associé aux projets du FIDA, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale ne considèrent pas le financement public comme un cofinancement. Par le passé, la Banque mondiale s'intéressait au "financement de contrepartie du gouvernement", mais elle n'en assure plus le suivi. En conséquence, le cofinancement tel que le définit le FIDA fait l'objet d'un suivi uniquement au FIDA et à la BafD.

¹⁸ Voir Évaluation indépendante de la BAsD. Efficacité des partenariats de la Banque asiatique de développement. (2016)

¹⁹ Voir Département de l'évaluation des opérations, Banque africaine de développement. La gestion des fonds fiduciaires à la Banque africaine de développement, une évaluation indépendante (2013).

aux bénéficiaires par un canal unique, ce qui simplifie leur administration et réduit la charge qui pèse sur les bénéficiaires. Ils constituent un moyen particulièrement important d'amplifier les interventions dans les PFR et les PRITI, d'appuyer l'engagement du FIDA dans les situations de fragilité et de renforcer sa collaboration avec la société civile, par exemple les organisations paysannes.

81. Il est proposé de différencier la stratégie par source de cofinancement, puisque les données factuelles recueillies aux fins de l'analyse ont montré que des éléments moteurs différents intervenaient pour différentes sources. À l'intérieur de ce cadre différencié, la stratégie prendra en compte les possibilités et les difficultés spécifiques associées aux différents groupes de pays. Cela contribuera également à donner des orientations générales pour guider l'ensemble de la séquence des cibles du cofinancement jusqu'au niveau régional et, par le biais des COSOP axés sur les résultats, au niveau du pays.
82. Pour chacune des sources de cofinancement, la stratégie cherchera à répondre aux grandes questions suivantes: i) quels sont les principaux éléments moteurs sur lesquels le FIDA peut exercer une influence, et comment le FIDA peut-il s'assurer que ces éléments sont mobilisés le plus efficacement possible; ii) quels sont les principales contraintes limitant l'augmentation des niveaux de cofinancement et comment peut-on les atténuer; iii) quelles sont les modalités sur lesquelles le FIDA devrait se focaliser; et iv) quel appui institutionnel le Fonds peut-il fournir pour permettre la réussite du programme de cofinancement pour FIDA11.

Gouvernements

83. Les contributions des gouvernements représentent environ 60% du total du cofinancement national mobilisé pour chaque projet. Les deux analyses, quantitative et qualitative, ont constaté que c'est là la plus importante source nationale de cofinancement.
84. Les contributions des gouvernements dépendent des conditions spécifiques jouant le rôle moteur dans le cofinancement national.
85. Le financement par le gouvernement est essentiel, car il constitue une démonstration de l'appropriation et de l'engagement par le biais de l'exécution. Il est aussi essentiel à la durabilité après l'achèvement du projet et, potentiellement, pour encourager la concertation sur les politiques et la reproduction à plus grande échelle au-delà de la portée originale du projet. À partir des résultats de l'analyse quantitative, qui montre clairement les liens entre le cofinancement national et les facteurs nationaux, la stratégie prendra en compte: les caractéristiques spécifiques au pays, comme le niveau de revenu; la marge budgétaire; la vulnérabilité face à la fragilité et au conflit; la taille du projet; l'alignement sur les priorités nationales; et la présence stable du FIDA comme partenaire dans le pays. Elle mettra aussi en évidence l'importance des discussions avec les pouvoirs publics aux niveaux appropriés, en commençant par la concertation autour de la formulation du COSOP.
86. L'analyse quantitative a mis en lumière les différences régionales dont il convient de tenir compte. Ainsi, les régions APR et LAC étant celles où la mobilisation des ressources nationales a été la plus forte pendant plusieurs années, la stratégie tirera des enseignements des meilleures pratiques ayant appuyé la tendance positive observée dans ces régions. On prêterera également attention à ces facteurs nationaux et ces différences régionales pour guider l'ensemble de la séquence des cibles du cofinancement jusqu'au niveau régional et au niveau du pays.

Bénéficiaires

87. Les bénéficiaires sont, par ordre d'importance, la deuxième source (19%) de cofinancement national, et on peut penser qu'ils sont les partenaires les plus importants pour le succès de l'impact sur le terrain. La participation des bénéficiaires et de leurs organisations au financement des projets financés par le FIDA favorise également l'adhésion et, potentiellement, la durabilité des effets du projet.
88. On portera, dans ce domaine, une attention particulière à la mesure des contributions des bénéficiaires et à la communication des informations sur ce point. Pour ce qui concerne les projets financés par le FIDA, on abordera également la question des contributions en nature provenant de différentes sources, notamment le gouvernement et les bénéficiaires. Une méthode normalisée de mesure et de communication des informations relatives à ces contributions sera incluse dans la stratégie et le plan d'action.

Institutions nationales de financement du développement

89. Ces institutions interviennent pour quelque 14% du cofinancement national lié aux opérations de finance rurale du FIDA. Sur la base d'un nouvel examen de ces opérations, la stratégie de cofinancement recherchera les possibilités d'accroître le niveau du cofinancement provenant de cette source en explorant des mécanismes pour inciter ces institutions à contribuer aux projets du FIDA par le biais de la fourniture de garanties, par exemple, ou par des mécanismes 4P.

Partenaires multilatéraux (y compris le cofinancement par les BMD et les institutions des Nations Unies)

90. Le cofinancement provenant d'organisations multilatérales – habituellement d'autres BMD et d'autres organisations intergouvernementales – représente environ 70% du cofinancement international. L'analyse de l'expérience à ce jour montre que la BafD, la BAsD et la Banque mondiale interviennent pour 75% dans le cofinancement provenant d'organisations multilatérales. D'autres organisations, comme l'Union européenne et la Banque islamique de développement, ont apporté un appui intermittent et limité. On relève notamment l'absence de la BID et de la Société andine de développement.
91. Dans l'ensemble, l'analyse donne à penser que c'est une approche ad hoc des partenaires multilatéraux et du cofinancement qui a été utilisée. La stratégie proposera une approche systématique basée sur des relations étroites et une interaction constante sur les réserves de projets, etc. Il faudra à cet effet consolider les relations relativement fortes et redynamiser les autres. La stratégie portera aussi une attention particulière à l'exploitation des mécanismes mondiaux comme le FEM et, pour les pays vulnérables au climat, de différents fonds en rapport avec le climat. Elle envisagera également une plus grande souplesse pour aligner les procédures du FIDA sur celles des donateurs multilatéraux afin de faciliter les financements conjoints, point notamment souligné au cours des consultations internes.
92. La stratégie identifiera les principaux leviers dont dispose le FIDA pour établir avec succès des partenariats et des complémentarités avec chacune de ces catégories. Point important, la complémentarité entre le financement du FIDA et celui d'autres BMD, pour optimiser la synergie et combiner les impacts, sera également prise en considération. Dans la région APR, par exemple, l'élaboration d'un mémorandum d'entente avec la BAsD a jeté les bases d'un cofinancement international réussi.

Partenaires bilatéraux

93. Les partenaires bilatéraux interviennent pour 17% dans le cofinancement international des projets du FIDA. Les données factuelles disponibles font apparaître le succès et l'efficacité d'arrangements bilatéraux, comme celui conclu avec le Fonds fiduciaire espagnol, qui représente, et de loin, le partenariat bilatéral le plus réussi dans les projets du FIDA. À lui seul, le Fonds fiduciaire espagnol a

apporté environ 64% des contributions reçues de partenaires bilatéraux au cours de la décennie écoulée. Les partenariats bilatéraux réussis et établis de longue date retiendront également l'attention.

94. La stratégie abordera aussi les exigences à satisfaire pour la conclusion de tels arrangements. Les consultations internes ont mis en relief les difficultés liées à la collaboration avec des partenaires bilatéraux uniquement au niveau du pays. La stratégie proposera des mesures visant à compléter ces interactions par des accords et des ententes conclus au niveau des capitales des pays partenaires.

Secteur privé

95. Des organisations nationales et internationales du secteur privé apportent un financement conjoint et parallèle aux projets du FIDA, encore qu'à des niveaux limités. La mobilisation de l'investissement privé – au niveau national comme au niveau international – sur une beaucoup plus grande échelle est essentielle pour atteindre les ambitions mondiales des ODD, et peut être une source de compétences. Cela inclurait des investissements provenant d'entreprises commerciales, d'institutions financières privées, d'institutions de microfinancement et des fondations institutionnelles engagées en faveur des ODD.
96. La stratégie se concentrera également sur l'amélioration de la mesure de ce cofinancement et de la communication des informations le concernant, aspect qui représente jusqu'à ce jour une difficulté, en particulier dans le cas du financement parallèle des projets financés par le FIDA. Le financement parallèle devrait être inclus dans la mesure des efforts généraux de mobilisation du FIDA dans les cas où il existe une complémentarité évidente entre les interventions, où le champ d'action ou les programmes sont alignés, où le cadre de collaboration est défini (par exemple sous la forme d'un Mémoire d'entente) et où les synergies apparaissent clairement.

Les processus et la culture du FIDA

97. La stratégie traitera aussi des processus dont le FIDA aura besoin pour le succès de l'exécution. Les consultations ont mis en évidence le fait qu'une attention accrue devrait être portée au cofinancement au stade de la conception, afin d'identifier des partenaires potentiels dans le cadre d'un processus participatif.
98. Il conviendra, pour attirer les cofinancements, de mieux faire connaître les avantages économiques, l'impact et les résultats des projets réussis.
99. Le renforcement du modèle décentralisé du FIDA devra être analysé afin de déterminer comment les bureaux de pays (dont on sait qu'il existe une corrélation positive entre leur présence et le cofinancement) peuvent mieux être mobilisés pour établir des partenariats durables à long terme.

D. Plan d'action

100. La stratégie mettra l'accent sur l'efficacité de l'exécution. À cet effet, on formulera un plan d'action plan définissant clairement:
- le rôle des dirigeants du FIDA;
 - les rôles et les responsabilités du Département gestion des programmes dans l'établissement et le soutien de partenariats institutionnels pouvant aboutir à l'accroissement du cofinancement;
 - le rôle des directeurs de pays et des CPP dans la détermination des possibilités de cofinancement et dans leur concrétisation aux niveaux du pays et du projet, facilité par leur présence dans le pays dans le cadre du nouveau modèle;
 - l'appui à fournir par les unités centrales comme le Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources dans l'établissement et le soutien de

partenariats institutionnels et dans l'appui, le cas échéant, à des efforts aux niveaux du pays et du projet;

- les mesures à prendre pour aligner les processus et les procédures du FIDA avec ceux des partenaires en vue de faciliter le cofinancement.

E. Suivi

101. La stratégie portera une attention particulière au suivi des résultats en termes de mobilisation de cofinancement, nationaux et internationaux, y compris provenant du secteur privé. La mesure du cofinancement, en particulier pour ce qui concerne les contributions en nature, soulève quelques difficultés; elles font actuellement l'objet d'un examen conduit parallèlement à la formulation de la stratégie de cofinancement, et des orientations spécifiques seront incluses dans le document de stratégie et dans le plan d'action.

Data sample

1. Using Panel regression model, an econometric estimation of the determinants of domestic and international cofinancement ratios is conducted.²⁰ This analysis has been complemented by distributional trend analysis that highlights the main historical patterns in the cofinancement data. The data sample used for this analysis is described below.

Source of data

2. Investment Projects approved before 1995 and beyond 2014 have been excluded from the sample, restricting the analysis timeframe to a 20 year period from 1995 to 2014.²¹
3. Other external databases have been consulted to complement the project data with country-level socioeconomic information. These sources include the World Bank's development indicators and governance indicators databases, IDEA²²'s Global State of Democracy Indices, etc. Table 1 presents the structure and distribution of the sample.

Table 1

Panel Sample data

<i>Data description</i>	
Source	GRIPS data + external databases
Période:	Projets approuvés entre 1995 et 2014
Nombre de projets	APR: 141 ESA 103 LAC 90 NEN 103 WCA 122
Nombre de pays	109
Total Observations	Country x Year: 543

²⁰ A panel regression model is applied to identify the most significant factors that impact domestic and international cofinancing in IFAD supported projects. The model allows the estimation of the magnitude and direction of impact of each explanatory factor. A challenge worth noting when conducting such analysis is the restricted number of studies in the literature addressing domestic cofinancing. The literature on aid allocation, albeit relatively old, is well documented on the factors explaining foreign donors' aid giving behavior, but lack substantially, empirically tested information on the incentives behind counterpart contributions. The (World Bank, 2013) is at our knowledge the only study that had investigated determinants of counterpart funds in development projects using empirical estimation.

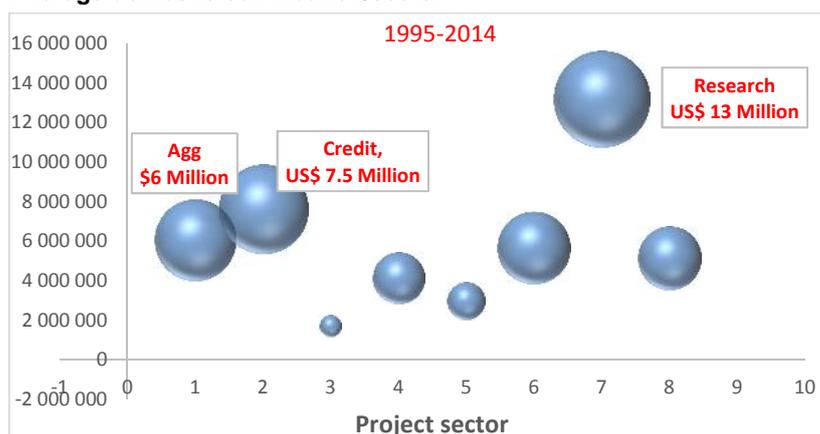
²¹ Multiple reasons motivate this sampling decision, worth mentioning is the poor quality of the data reporting prior to early 90's when IFAD has no Corporate Databases put in place to systematize and automate the reporting of the financing and results data. Another reason is that most of the notable institutional changes or operational procedures that reinforce IFAD's role as assembler of development Funds (Business Model, IFAD partnership Strategy, General Conditions for Agricultural Development Financing etc.) occurred within the period of the last 10 years.

²² IDEA : (International) Institute for Democracy and Electoral Assistance

Project sectors

1. The integration of donors' interests and compliance with their funding eligibility criteria is of crucial importance for an effective resource mobilization stratégie. Projects 'partners adopt a selective approach in cofinancement, favoring programs whose development objectives align with their own priority areas or contribute significantly to the national strategic frameworks for poverty reduction and sustainable development. Therefore, identifying projects characteristics that incentivize most domestic and international cofinancement can support the elaboration of a more tailored approach to resource mobilization.
2. Figure 1 displays average domestic cofinancement invested per project priority sector.²³ The data show that on average, between 1995 and 2014, projects implementing research activities have attracted more domestic cofinancement than others. Following the research sector, projects providing financial services and projects promoting agricultural development are respectively the second and third top projects to attract more domestic counterpart funding. In recent years (2015-2017), domestic cofinancement priority areas have shifted with more focus on Irrigation projects, Rural development projects and projects promoting marketing activities respectively.

Figure 1
Average domestic contribution/sector*

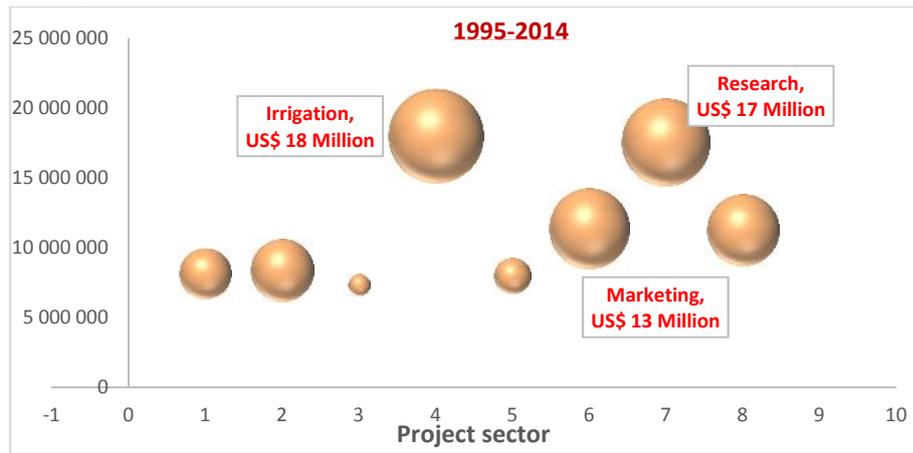


* See footnote 13 below.

3. The top three project sectors to attract most international cofinancement are respectively in irrigation, research and marketing sectors. Over the past three years, this pattern has not changed for the distribution of international cofinancement per project sector with still Irrigation projects, research projects and marketing projects driving on average more funding.

²³ The categorization used is: 1 Agriculture, 2 Credit, 3 Fishery, 4 Irrigation, 5 Livestock, 6 Marketing, 7 Research, 8 Rural development. Cette catégorisation est actuellement en cours de révision.

Figure 2
Average International contribution/sector*



* See footnote 13 above.